



1 - Tendances internationales - 2012 : la croissance mondiale continue de se détériorer

En ce début d'automne, la croissance mondiale continue de se détériorer sous l'effet des **difficultés rencontrées par les économies avancées, et particulièrement dans la zone euro**. Les principaux éléments freinant l'activité demeurent d'une part, les politiques de rééquilibrage des budgets (rigueur, hausse des impôts qui pèsent sur la demande) et d'autre part, la fragilité persistante du système financier (fragilité des banques dans certains pays, crise de confiance persistante). En d'autres termes, et malgré des politiques monétaires globalement accommodantes visant à soutenir la croissance, l'incertitude prévaut et les risques de dégradation sont toujours bien réels dans ce contexte de tension généré par le niveau des dettes publiques en Europe mais aussi outre-atlantique.

Si **les économies émergentes** concentrent, pour leur part, l'essentiel des richesses supplémentaires créées à l'échelle mondiale, elles n'échappent pas pour autant à un ralentissement de leur activité. La voie du commerce est en effet particulièrement puissante et, pour une grande majorité d'entre elles, et notamment la Chine, l'affaiblissement observé de leur croissance est presque entièrement imputable à la nette contraction de la demande qui leur est adressée par leurs principaux partenaires commerciaux.

Dans ces conditions, les perspectives de croissance pour 2012, déjà plusieurs fois réévaluées à la baisse depuis le début de l'année, tablent désormais sur une hausse de l'activité de +3,3% à l'échelle mondiale, de +5,3% pour les économies émergentes et de seulement +1,3% pour les économies avancées. Pour 2013, le rebond serait très modéré ; la croissance s'établissant juste au dessus de celle anticipée pour 2012.

Les aléas pesant sur ces prévisions sont par ailleurs nombreux et rappellent que la phase de reprise que nous empruntons depuis 2010 s'annonce de toute façon longue et irrégulière.

Zone euro - Récession en 2012

La zone euro reste aujourd'hui au centre des préoccupations en dépit des mesures ou projets arrêtés par les pouvoirs publics dans l'objectif de mieux absorber les crises : mécanisme européen de stabilisation, supervision bancaire au niveau de la zone euro, intervention de la BCE dans le rachat des dettes publiques sur le marché secondaire,...

Si ces avancées vers plus de fédéralisme ont quelque peu apaisé les tensions sur les dettes souveraines observées avant l'été, un certain nombre de désaccords entre états membres ("nord vs sud") persiste néanmoins. De toute évidence, les difficultés traversées par l'Espagne (récession à -1,5% en 2012, crise bancaire, crise sociale) et, secondairement, par l'Italie (-2,3%), ainsi que le spectre de la Grèce, cristallisent les craintes d'une crise potentiellement plus profonde et illustrent les nombreuses incertitudes quant à son dénouement.

Les difficultés rencontrées en zone euro se traduisent également par un marché du travail qui continue de se dégrader. A fin août 2012, le taux de chômage s'y établit à 10,7% de la population active (+0,8 point sur un an), soit 18,2 millions de demandeurs d'emplois contre 16 millions un an auparavant ... et 12 millions fin 2008.

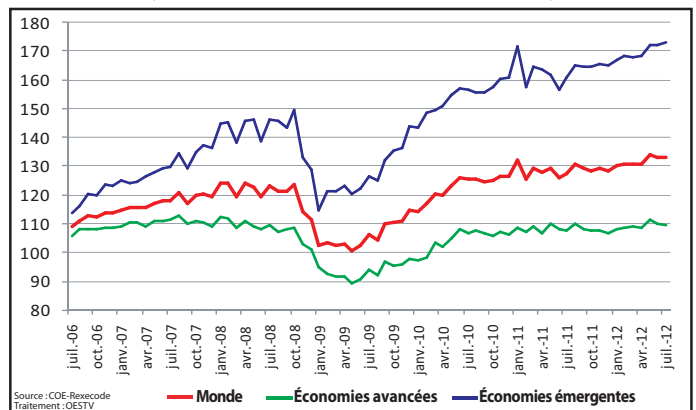
Dans ce contexte, c'est désormais toute la zone euro qui ralentit ; les uns sont les clients des autres et les pays excédentaires du nord de l'Europe, et particulièrement l'Allemagne, ne sont plus épargnés par la propagation de ce fléchissement général de l'activité.

Croissance du PIB et prévisions (source : FMI - Octobre 2012)

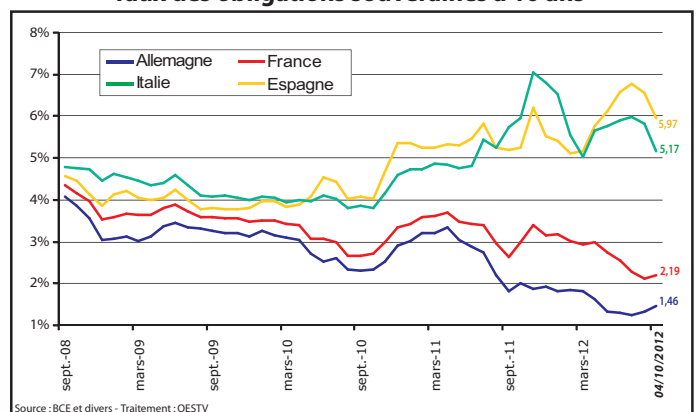
en %	2011	2012 (p)	2013 (p)
Zone Euro	+1,4	-0,4	+0,2
États-Unis	+1,8	+2,2	+2,1
Japon	-0,7	+2,2	+1,2
Royaume-Uni	+0,8	-0,4	+1,1
France	+1,7	+0,1	+0,4
Allemagne	+3,1	+0,9	+0,8
Espagne	+0,4	-1,5	-1,3
Italie	+0,4	-2,3	-0,7
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,6	+1,3	+1,5
Chine	+9,2	+7,8	+8,2
Inde	+6,8	+4,9	+6,0
Brésil	+2,7	+1,5	+4,0
Russie	+4,3	+3,7	+3,8
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+6,2	+5,3	+5,6
MONDE	+3,8	+3,3	+3,6

Demande mondiale d'importations

(indice d'ensemble en volume CVS - Base 100 en 2005)



Taux des obligations souveraines à 10 ans



2 - France

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Croissance toujours atone au 2^{ème} trimestre ... et vraisemblablement nulle sur l'année 2012

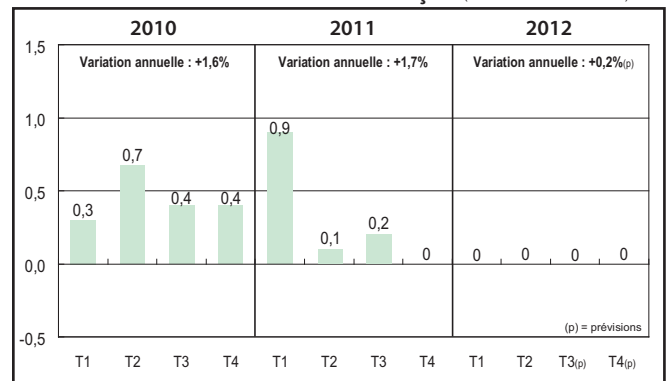
Au 2^{ème} trimestre 2012, et pour le 3^{ème} trimestre consécutif, la croissance de l'activité a été nulle dans notre pays.

D'avril à juin, si l'activité a continué de croître faiblement dans les services (+0,2% comme au 1^{er} trimestre 2012) et dans la construction (+0,4% après +0,0%), elle s'est à l'inverse de nouveau repliée dans la production manufacturière (-1,0% après -0,9%) et dans le commerce (-0,1% après -0,4%).

Dans ce contexte conjoncturel toujours très incertain marqué notamment par une faible visibilité pour les entreprises, par un marché de l'emploi dégradé et la nécessité de redressement des comptes publics, **les prévisions prolongent, peu ou prou, la tendance des précédents trimestres. Si le gouvernement table sur une croissance de 0,3% sur l'année 2012, le consensus des économistes l'établit, pour sa part, à +0,1%.**

Pour 2013 enfin, les anticipations des économistes, déjà divisées par 3 depuis le mois de mai, se portent désormais sur une croissance également très modeste de +0,3%.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



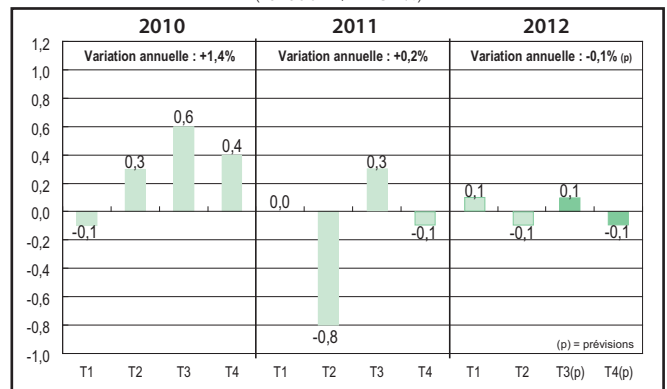
Consommation des ménages à l'arrêt

Comme l'année passée, **le rythme de croissance de la consommation des ménages emprunte une tendance atone depuis le début de l'année** : après un 1^{er} trimestre en très légère croissance, les trois mois suivants ont enregistré un recul du même niveau des dépenses des ménages.

Cette baisse observée au 2^{ème} trimestre traduit notamment le repli des achats de textile-cuir (-5,3% après +0,3% au 1^{er} trimestre), celui des achats alimentaires (-1,3% après +0,2%) ou encore des dépenses en services (-0,2% après +0,2% ; principalement dans l'hébergement/restauration -1,9%). Enfin, les dépenses d'énergie ralentissent mais demeurent en croissance du fait notamment de températures inférieures aux normales saisonnières en avril (+2,7% après +3,5%).

En prévision sur l'année 2012, la consommation des ménages resterait contrainte en raison notamment d'un recul du pouvoir d'achat (-0,5% en prévision sur 2012). Au total, le rythme de croissance de la consommation des ménages demeurerait bien inférieur à celui observé avant 2008 (+0,5% par trimestre en moyenne entre 2000 et 2007).

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



Bref répit au 2^{ème} trimestre pour les investissements des entreprises

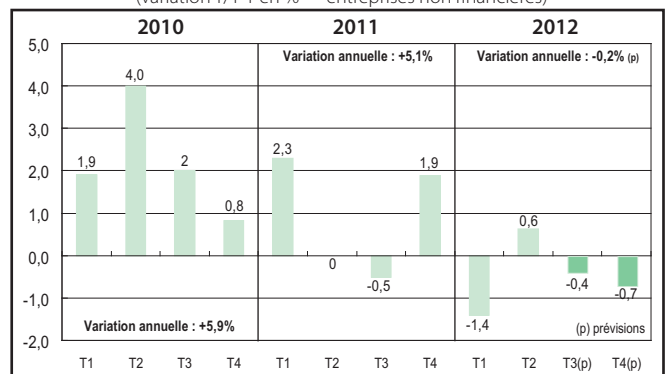
Après 2 années (2010 et 2011) de redémarrage de l'investissement, les chefs d'entreprise ont, dès le début de cette année 2012, anticipé un ralentissement de leurs immobilisations compte tenu du contexte conjoncturel. Après avoir chuté sur les 3 premiers mois de l'année (-1,4%), **l'investissement des entreprises non financières s'est toutefois quelque peu redressé au second trimestre (+0,6%) ; notamment dans l'achat de matériel de transport.**

Pour la fin de l'année 2012, la tendance s'inscrirait toutefois de nouveau à la baisse. Rien ne participe, en effet, à envisager une hausse des immobilisations : fléchissement de la demande, faibles taux d'utilisation des capacités de production, baisse des taux de marges (taux en prévision, à fin 2012, à 27,3%, soit le plus bas niveau depuis 1984),...

L'investissement des ménages, porté essentiellement par la construction de logements neufs, décélère de nouveau en 2012 après un court répit observé en 2011 à +3,2%. Au 1^{er} trimestre ces dépenses ont reculé de -0,4% comparé à la période précédente et sont restées atones d'avril à juin (0,0%).

Sur la fin de l'année 2012, l'investissement des ménages devrait continuer de se réduire suivant la baisse tendancielle des mises en chantiers observée depuis la fin 2011.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Déficit commercial : du mieux par rapport à 2011 ... mais pas comparé aux années antérieures

Source : Douanes
Traitement : OESTV

Sur les 7 premiers mois de 2012, notre déficit commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est quelque peu réduit en s'établissant à -40,0 milliards d'euros (Mds€) contre -44,7 Mds€ pour la même période de 2011.** Notons cependant qu'il demeure très nettement supérieur à celui observé au cours des années antérieures : -28 Mds€ en 2010 et -24 Mds€ en 2009.

Sur la période considérée, nos exportations ont progressé de manière assez soutenue de +5,1% (de 243 Mds€ en 2011 à 256 Mds€) quand, dans le même temps, nos importations de marchandises croissaient de +2,7% (de 288 Mds€ en 2011 à 296 Mds€).

Climat des affaires en France en septembre 2012 : dégradation dans tous les secteurs

Sources : INSEE et DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

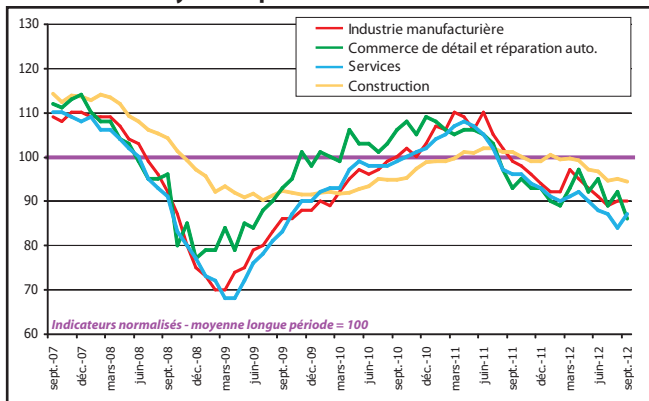
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en septembre par l'Insee, la conjoncture demeure globalement dégradée. Si l'indicateur synthétique du climat des affaires est stable comparé à août (90), il reste toutefois inférieur à sa moyenne longue période, et ce depuis un an. Les perspectives d'activité personnelles sont stables tout comme les carnets de commande ; ces derniers étant néanmoins toujours jugés faiblement fournis. Soulignons enfin que la vision globale du secteur par l'ensemble des industriels continue de se détériorer et qu'elle se rapproche désormais de son plus bas de 2009.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires dans la construction perd de nouveau 1 point en septembre (à 94) et s'inscrit désormais depuis 6 mois en dessous de sa moyenne longue période. Les entrepreneurs restent globalement pessimistes quant à l'évolution de leur secteur sur la période à venir (carnets de commande et prix en baisse) quand, dans le même temps, ils déclarent une dégradation progressive de la situation de l'emploi.

- **Commerce de détail / automobile** - L'indicateur synthétique des affaires se contracte très nettement en septembre : perte de 6 points pour s'établir à 86. Les perspectives générales d'activité se replient également confirmant ainsi le pessimisme des détaillants sur la situation de leur secteur pour la période à venir. Dans ce contexte, les embauches futures resteraient très limitées.

- **Services** - Le climat des affaires observe un léger redressement en septembre (+3 points à 87), mais demeure à un niveau toujours très inférieur à sa moyenne longue période. Sur les mois à venir, les entrepreneurs anticipent une légère hausse de l'activité, sans toutefois que cette dernière impacte sensiblement les intentions d'embauche qui restent limitées.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié privé 1^{er} sem. 2012 : Hors intérim (en net repli), l'emploi demeure globalement stable

Après s'être assez nettement redressé en 2010 (+103 000 postes) puis au cours du 1^{er} semestre 2011 (+114 000 postes), l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a recommencé à montrer quelques signes de faiblesse dès le 2^d semestre 2011 (-36 000 postes). **Si cette contraction des effectifs salariés ne s'est pas confirmée au 1^{er} trimestre 2012 (gain de 18 300 postes), l'éclaircie a cependant été de courte durée puisque les premières estimations signalent la destruction de près de 12 000 emplois au cours du 2^{ème} trimestre.**

Évolution de l'emploi par secteur d'activité au cours du 1^{er} semestre 2012 (secteurs marchands uniquement)

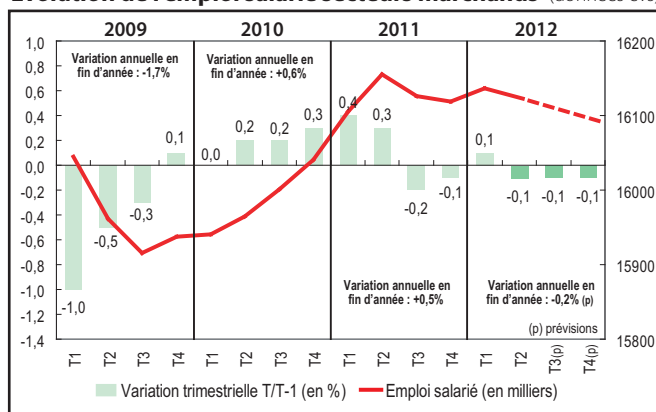
- **Dans l'INDUSTRIE**, 6 200 emplois ont été détruits au 1^{er} trimestre puis 10 200 au 2^{ème}. A fin juin 2012, la France compte 3,278 millions de salariés dans l'industrie, soit des effectifs en évolution de -0,7% sur un an.

- **Dans la CONSTRUCTION**, 5 800 emplois ont été créés au cours du 1^{er} trimestre 2012 avant une destruction de 1 800 postes sur les trois mois suivants. A fin juin 2012, la France compte 1,444 million de salariés dans ce secteur d'activité, pour une évolution des effectifs de -0,2% sur un an.

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND**, 18 800 emplois ont été créés au cours du 1^{er} trimestre 2012 avant une stabilisation des effectifs au 2^{ème}. Au sein de cet ensemble, tandis que le commerce et les autres activités de services hors intérim ont créé près de 40 000 emplois sur les 6 premiers mois de 2012 (environ 20 000 chaque trimestre), l'intérim stabilisait, pour sa part, quasiment ses effectifs au 1^{er} trimestre (perte de 700 postes) avant d'enregistrer une baisse de près de 20 000 postes d'avril à juin. A fin juin 2012, la France compte 11,402 millions de salariés dans le tertiaire marchand, pour une stabilité des effectifs sur un an.

Sur la fin de l'année, la dynamique observée au 2^{er} trimestre devrait se prolonger dans un contexte de faible activité : l'emploi salarié dans les secteurs marchands pourrait ainsi se replier d'environ 35 000 postes en 2012.

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



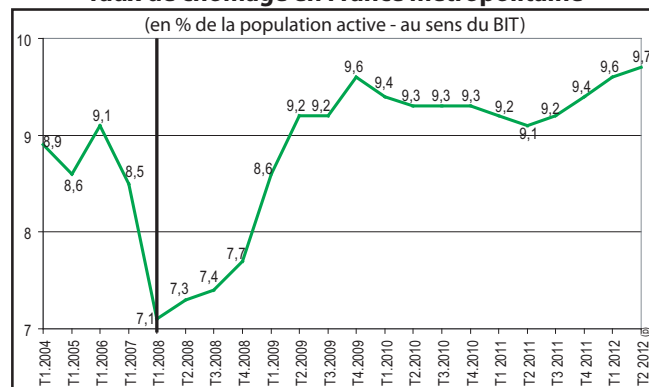
Plus de 3 millions de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A inscrits à Pôle emploi à la fin du mois d'août 2012

En moyenne sur le 2^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 9,7% de la population active, soit une hausse de 0,1 point comparé au trimestre précédent et de 0,5 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin août 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a franchi la barre des 3 millions (3,011 millions). Sur un an, leur nombre a augmenté de 9,2% ; soit 254 000 DE supplémentaires.

Comparé à début 2008 (point bas du chômage avant crise), le nombre des demandeurs d'emploi (Insee - au sens du BIT) aurait ainsi progressé de plus de 800 000 personnes.

Taux de chômage en France métropolitaine

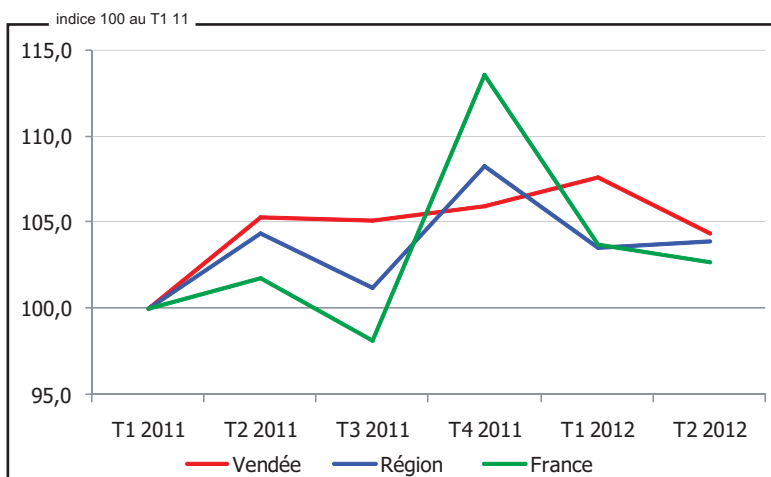


Croissance du CA au 1^{er} trimestre 2012 ... mais net ralentissement de l'activité au 2^{ème}

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 14 954,3 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012. Ce résultat s'inscrit en hausse de +3,3% comparé au 1^{er} semestre 2011.

En termes de rythme de croissance, la hausse du CA a été essentiellement réalisée lors du 1^{er} trimestre (+7,6% comparé au 1^{er} trimestre 2011); le 2^{ème} trimestre connaissant, pour sa part, un fléchissement de l'activité (-0,9%).

Comme en Vendée, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré, sur le 1^{er} semestre 2012, une hausse de leur chiffre d'affaires de respectivement +1,5% et +2,3% comparé au 1^{er} semestre de 2011.

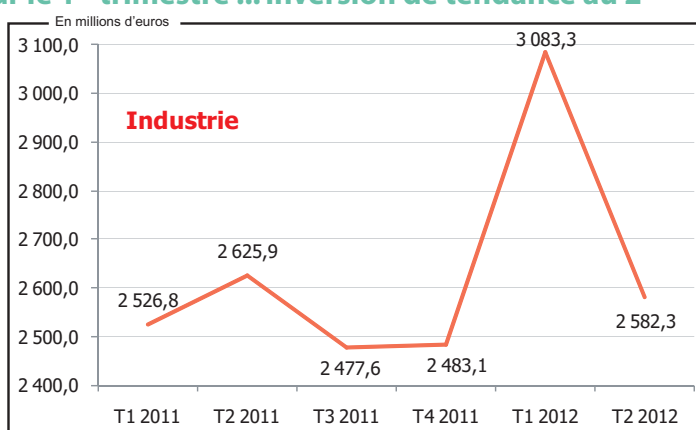


Hausse vigoureuse du CA dans l'industrie sur le 1^{er} trimestre ... inversion de tendance au 2^{ème}

↳ **INDUSTRIE** (37,9% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} semestre 2012)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie s'est élevé à 5 665,6 millions d'euros contre 5 152,7 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, soit une forte hausse de +10,0%.

Cette croissance a été réalisée exclusivement au 1^{er} trimestre avec une progression soutenue de +22,0% (comparé au 1^{er} trimestre 2011) tandis qu'au 2^{ème} trimestre, l'activité reculait de -1,7%.

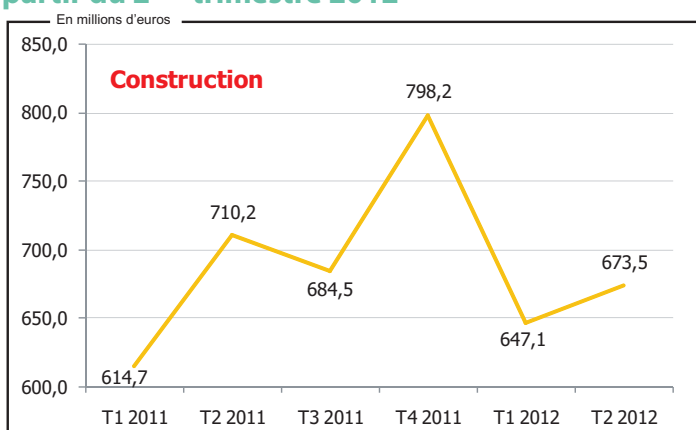


Net repli de l'activité dans la construction à partir du 2^{ème} trimestre 2012

↳ **CONSTRUCTION** (8,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} semestre 2012)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 320,6 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre 1 324,9 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, soit un très léger recul de -0,3%.

En termes de rythme de croissance, les bons résultats du 1^{er} trimestre (+5,3% comparé au 1^{er} trimestre 2011) ont toutefois été suivis d'un repli marqué de l'activité sur le 2^{ème} (-5,2%).

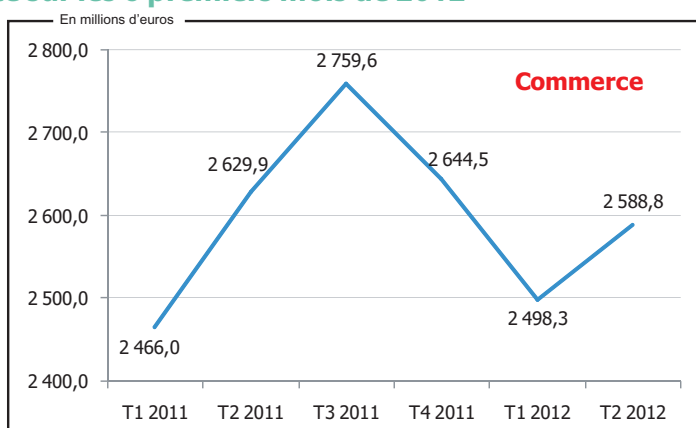


Léger fléchissement du CA dans le commerce sur les 6 premiers mois de 2012

↳ **COMMERCE** (34,0% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} semestre 2012)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 5 087,1 millions d'euros contre 5 095,9 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, soit une légère baisse de -0,2%.

En termes de rythme de croissance, les entreprises du commerce ont enregistré une hausse modérée de l'activité sur le 1^{er} trimestre (+1,3% comparé au 1^{er} trimestre 2011) suivie d'un recul sur le 2^{ème} (-1,6%).

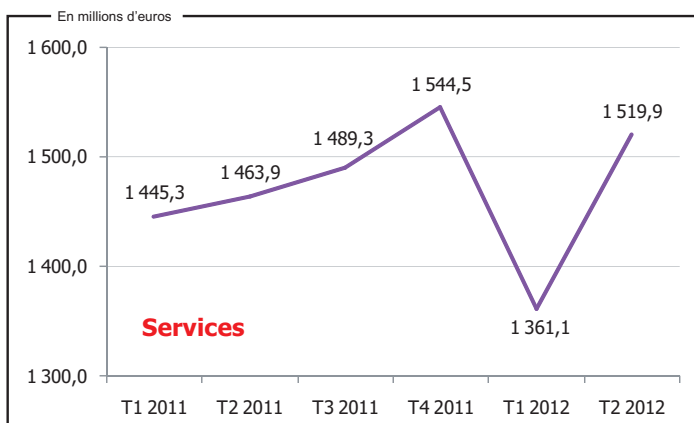


CA en recul de -1,0% dans le secteur des services sur le 1^{er} semestre 2012

↳ **SERVICES** (19,3% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} semestre 2012)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 881,0 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre 2 909,2 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, **soit un recul de l'activité de -1,0%**.

En termes de rythme de croissance, les entreprises du secteur des services ont enregistré un repli de l'activité sur le 1^{er} trimestre (-5,8% comparé au 1^{er} trimestre 2011) avant de rebondir sur le 2^{ème} trimestre (+3,8%).



4 - Conjoncture vendéenne : Investissements des entreprises

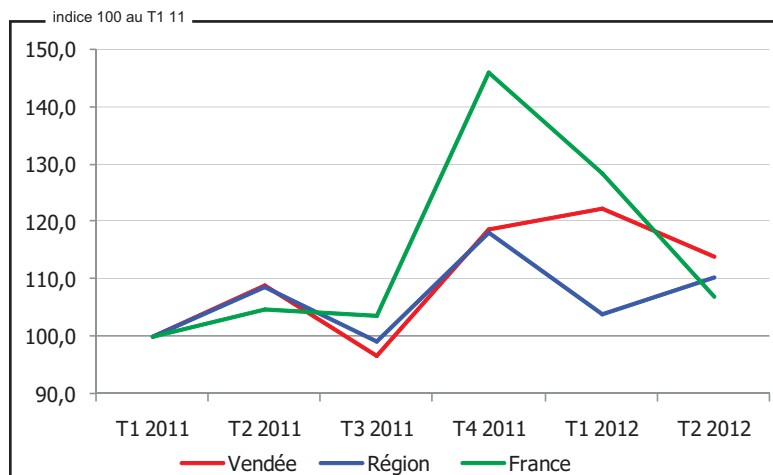
Source : DGFIP - Traitement : OESTV

Hausse soutenue des investissements sur le 1^{er} semestre 2012

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 717,3 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre 634,2 millions d'euros sur la même période de 2011, **soit une hausse de +13,1%**.

En termes de rythme de croissance, les investissements ont très fortement progressé de +22,4% au 1^{er} trimestre 2012 (comparé au 1^{er} trimestre 2011) puis, de manière moins soutenue (+4,6%) au 2^{ème} trimestre.

Comme les entreprises vendéennes, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré une hausse de leurs investissements sur le 1^{er} semestre 2012 de respectivement +2,6% et +15,0%.



Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (36,8% des investissements sur le 1^{er} semestre 2012)

Les entreprises industrielles ont déclaré 264,3 millions d'euros d'investissements sur le 1^{er} semestre 2012 contre 208,7 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, **soit une progression soutenue de +26,7%**.

Dans le détail, la progression a été extrêmement vive au 1^{er} trimestre à +60,6% (comparé au 1^{er} trimestre 2011) avant de nettement ralentir au 2^{ème} (stagnation à 0,0%).

↳ **CONSTRUCTION** (6,8% des investissements sur le 1^{er} semestre 2012)

Les entreprises du secteur de la construction ont investi 48,5 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre 51,0 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, **soit un repli de -5,0%**.

Dans le détail, les investissements ont stagné au 1^{er} trimestre (0,0% comparé au 1^{er} trimestre 2011) puis nettement reculé sur le 2^{ème} (-9,3%).

↳ **COMMERCE** (13,9% des investissements sur le 1^{er} semestre 2012)

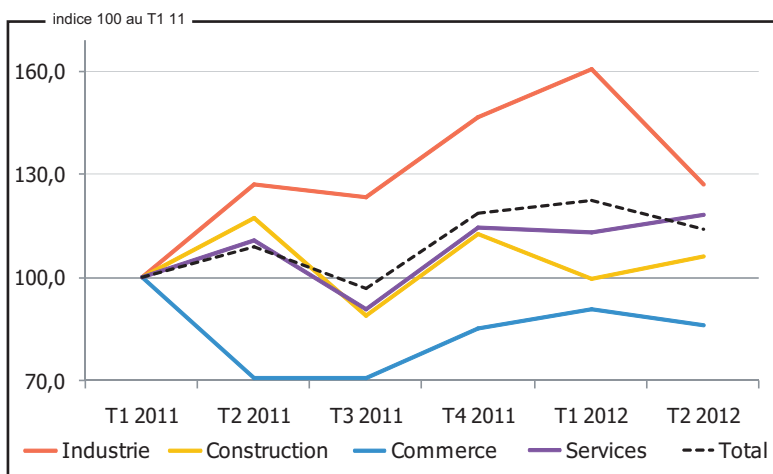
Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 99,5 millions d'euros d'immobilisations sur le 1^{er} semestre 2012 contre 95,9 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, **soit une hausse de +3,7%**.

Dans le détail, les investissements ont reculé de -9,1% sur le 1^{er} trimestre (comparé au 1^{er} trimestre 2011) avant de progresser vivement de +21,8% sur le 2^{ème} trimestre.

↳ **SERVICES** (42,5% des investissements sur le 1^{er} semestre 2012)

Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 304,6 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre 277,6 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011, **soit une progression soutenue de +9,7%**.

Dans le détail, les investissements ont crû aussi bien sur le 1^{er} trimestre (+13,2% comparé au 1^{er} trimestre 2011) que sur le 2^{ème} (+6,6%).

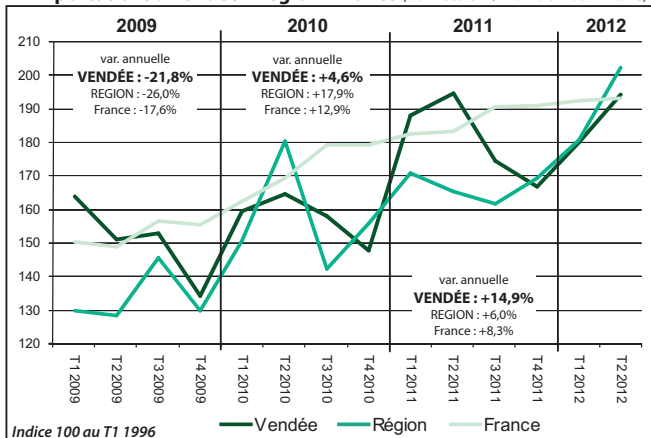


5 - Conjoncture vendéenne : Exportations

Source : Direction des Douanes
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Des exportations quasi stables sur le 1^{er} semestre 2012 comparé à la même période de 2011

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



Au 1^{er} semestre 2012, le montant des exportations vendéennes s'est établi à 1 006 millions d'€, soit en léger repli de -2% comparé à la même période de l'année précédente (1 028 millions d'€).

En année glissante à la fin du T2 2012 (+3,9%), les exportations vendéennes s'inscrivent toutefois toujours dans la tendance de redressement empruntée dès 2010 après le choc de 2009.

En Région et en France, les montants exportés au cours du 1^{er} semestre 2012 prolongent l'orientation des échanges observée précédemment : en croissance respectivement de +14% et de +5% comparé à la même période de 2011.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au cours du 1^{er} semestre 2012

Nos deux principaux postes à l'exportation, "navires et bateaux" et "viandes et produits à base de viande" se contractent sur ce 1^{er} semestre 2012 ; ce repli marquant une rupture dans la tendance observée depuis 2010.

Pour les autres postes importants, les "articles d'habillement" poursuivent leur recul comme sur les précédents trimestres, tandis que l'ensemble des diverses filières "mécanique-machines-équipements" propose, globalement, des résultats en nette progression (hormis les "machines agricoles" et les "produits de la construction automobile").

Produit	1 ^{er} sem. 2012 / 1 ^{er} sem. 2011
Navires et bateaux (16% des exportations en valeur sur le 1 ^{er} sem. 2012)	-25%
Viandes et produits à base de viande (14%)	-6%
Machines et équipements d'usage général (11%)	+48%
Articles d'habillement (5%)	-20%
Produits de la culture et de l'élevage (5%)	-18%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (4%)	+33,0%
Machines agricoles et forestières (4%)	-6%
Machines diverses d'usage spécifique (4%)	+16%
Équipements pour automobiles (4%)	+90%
Matériel électrique (3%)	+53%
Produits alimentaires divers (3%)	+6%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	+6%
Produits de la construction automobile (2%)	-25%

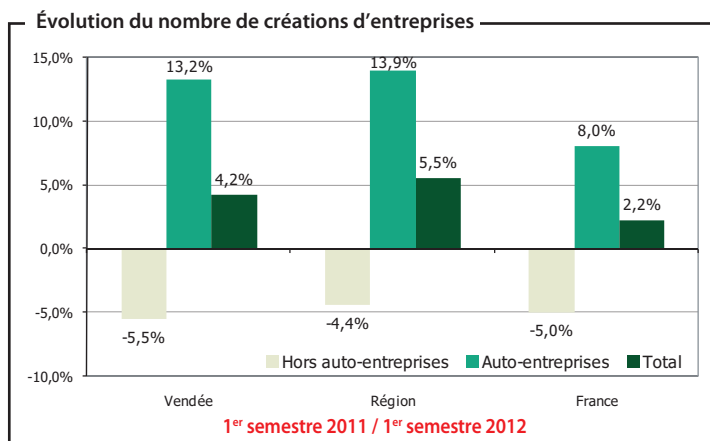
6 - Conjoncture vendéenne : Créations d'entreprises

Source : INSEE
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Recul des créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sur le 1^{er} semestre 2012

Selon l'Insee, 2 208 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées sur le 1^{er} semestre 2012 contre 2 119 sur la même période de 2011, soit une hausse de +4,2%.

En Région et en France, les créations d'entreprises totales enregistrent également une progression sur le 1^{er} semestre 2012 : respectivement +5,5% et +2,2% comparé au 1^{er} semestre 2011.

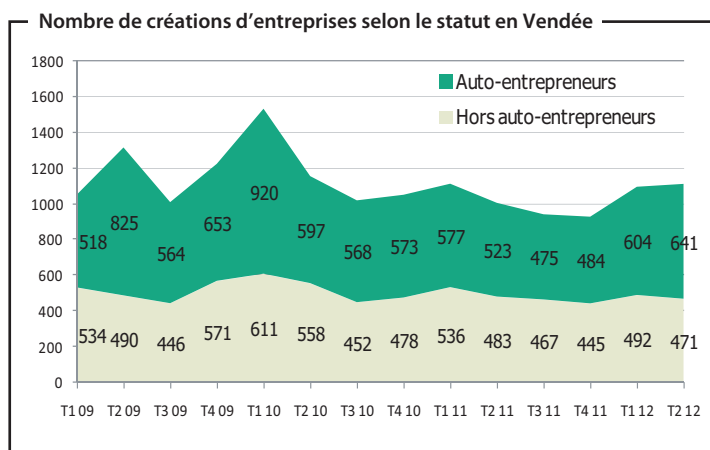


Dans le détail, la hausse des créations totales est uniquement assurée par la forte croissance enregistrée par les auto-entreprises : +13,2% entre le 1^{er} semestre 2012 et le 1^{er} semestre 2011 en Vendée (+13,9% en Région et +8,0% en France).

Sur le 1^{er} semestre 2012, les auto-entreprises représentent 56,4% des créations totales en Vendée (58,4% en Région et 57,9% en France).

Hors régime de l'auto-entrepreneur, la Vendée enregistre par contre un recul des créations de -5,5% sur les 6 premiers mois de 2012 comparé à la même période de 2011 (963 créations contre 1019).

En Région (-4,4%) et en France (-5,0%), la tendance est similaire.



7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

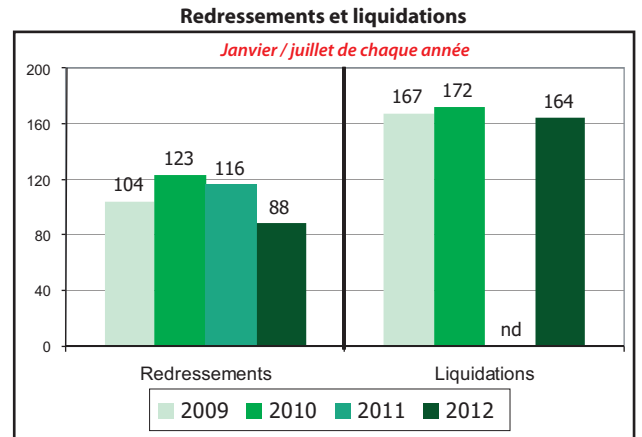
Source : Trib. de Com. de La Roche-sur-Yon
Traitement : OESTV

Recul des redressements judiciaires sur les 7 premiers mois de 2012

Le nombre d'ouvertures de procédures de redressements judiciaires s'est nettement replié de **-24,1%** sur les 7 premiers mois de 2012 comparé à la même période de 2011 (soit 88 redressements contre 116 un an plus tôt).

Remarque : le nombre de liquidations judiciaires n'est pas disponible mensuellement pour l'année 2011 en raison d'un problème de migration informatique chez le fournisseur des données.

Sur les 7 premiers mois de 2012, le nombre de liquidations s'affiche au même niveau que celui enregistré lors des années 2009 et 2010.

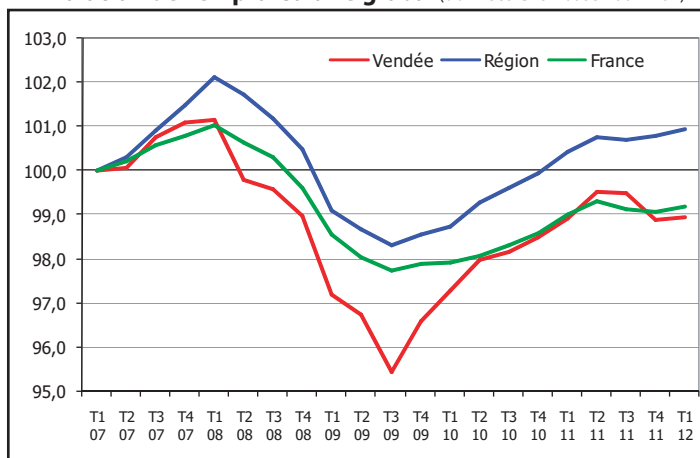


8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Stabilité de l'emploi salarié marchand sur un an à fin mars 2012

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 07)



L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) stagne (+0,1% ; +80 emplois) sur un an à fin mars 2012.

Selon l'Insee, la Vendée compte **158 278 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin mars 2012** (estimations données cvs).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en très légère croissance sur un an à fin mars 2012 de respectivement +0,5% et +0,2%.

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

Sur un an à fin mars 2012, le secteur de l'**INDUSTRIE** enregistre une hausse de ses effectifs salariés de **+0,6%**, soit un gain de **300 emplois**. Comparé à mars 2008 (point le plus haut des emplois industriels avant crise), plus de 4 000 emplois industriels ont toutefois été détruits, soit une baisse de -7,0%. Selon l'Insee, la Vendée compte 54 502 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin mars 2012.

Le secteur de la **CONSTRUCTION** affiche, pour sa part, une stagnation de ses effectifs salariés : **-0,1%** sur un an à fin mars 2012, soit une perte de **30 emplois**. Selon l'Insee, la Vendée compte 19 698 emplois salariés dans la construction à fin mars 2012.

Dans le **commerce**, le nombre des effectifs salariés progresse de **+0,6%** sur un an à fin mars 2012, soit un gain de **190 emplois**. Selon l'Insee, 30 859 emplois salariés sont recensés dans le commerce à fin mars 2012.

Le secteur des **SERVICES MARCHANDS** enregistre une baisse de ses effectifs salariés sur un an à fin mars 2012 : **-0,7%** soit une perte de **380 emplois** ; recul imputable à l'évolution de l'intérim sur la période considérée (perte de près de 800 emplois).

Selon l'Insee, 53 219 emplois salariés marchands sont comptabilisés dans les services marchands à fin mars 2012.

Le secteur des **SERVICES MARCHANDS** enregistre une baisse de ses effectifs salariés sur un an à fin mars 2012 : **-0,7%** soit une perte de **380 emplois** ; recul imputable à l'évolution de l'intérim sur la période considérée (perte de près de 800 emplois).

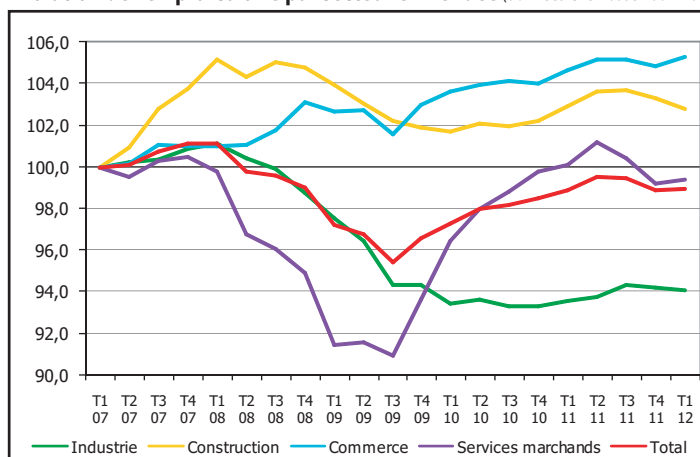
Selon l'Insee, 53 219 emplois salariés marchands sont comptabilisés dans les services marchands à fin mars 2012.

L'intérim en Vendée

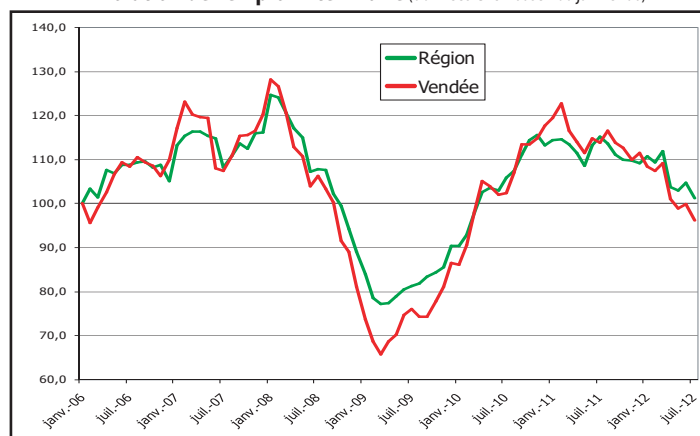
Selon Pôle emploi, la Vendée compte **7 509 intérimaires à fin juillet 2012** (données CVS) contre 8 889 un an auparavant, soit une forte érosion de **-15,5%** (perte de **1 380 emplois intérimaires**).

La Région enregistre également un fort repli de son nombre d'intérimaires de -12,0% sur la même période.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 07)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



9 - Conjoncture vendéenne : Chômage

Près de 2 500 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis un an dans notre département

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 24 128 demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A à la fin du mois d'août 2012 (données CVS), soit une hausse de +11,2% sur un an (2 426 DE supplémentaires).

La Région et la France enregistrent également une forte augmentation du nombre de DE sur un an à fin août 2012 de respectivement +10,9% (+14 193 DE) et +9,2% (+253 900 DE).

Depuis le printemps 2011, le nombre de DE a augmenté de façon quasi continue et souvent très soutenue dans notre département. Notons toutefois que, sur le dernier mois connu (août), le nombre de DE diminue légèrement de -1,1% (comparé à juillet 2012).

Par rapport à mars 2008 (point le plus bas du chômage avant la crise), la Vendée compte près de 9 800 demandeurs d'emploi supplémentaires (+68%).

Selon les catégories de demandeurs d'emploi

Sur un an à fin août 2012 (données CVS - Cat. A), toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont fortement impactées par cette hausse.

- Femmes : +9,2% (+1 058 DE)
- Hommes : +13,4% (+1 368 DE)
- moins de 25 ans : +10,6% (+408 DE)
- 25/49 ans : +7,5% (+965 DE)
- plus de 50 ans : +20,8% (+1 053 DE).

Taux de chômage en Vendée

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2012, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,0% de la population active. Ce taux a progressé de 0,6 point sur un an et s'affiche près de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,2%).

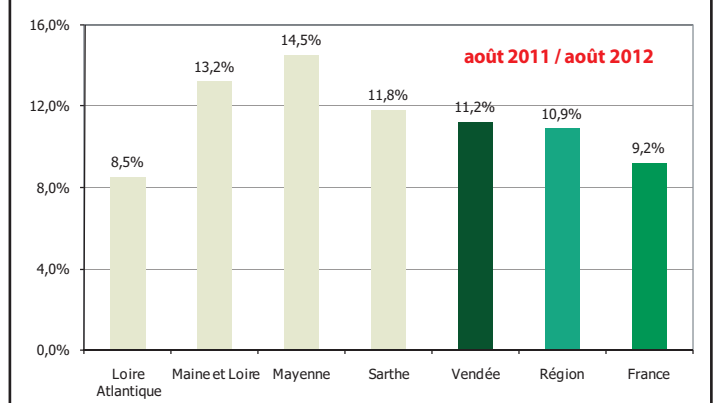
Si le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (9,6%), il se rapproche cependant de celui observé dans les Pays de la Loire (8,2%).

Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

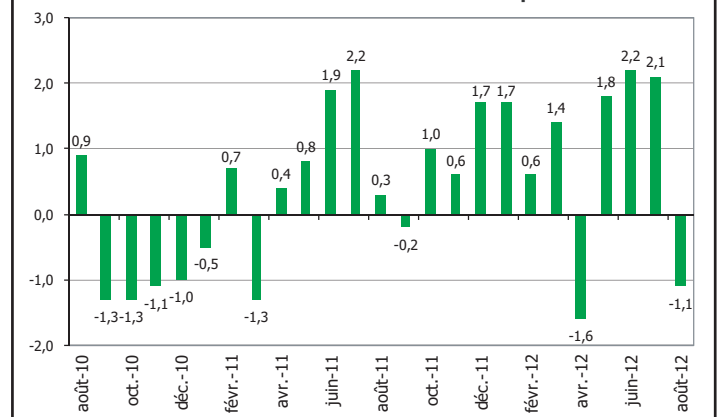
	août 2012	Évol. VA août 2011 / août 2012	Taux T1 2011	Taux T1 2012
Vendée	24 128	+2 426	7,4%	8,0%
Région	144 020	+14 193	7,9%	8,2%
France	3 011 000	+253 900	9,2%	9,6%

* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an

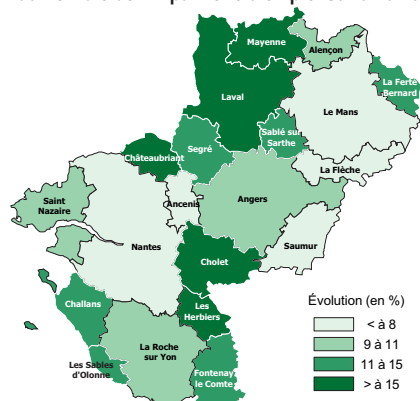


Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)



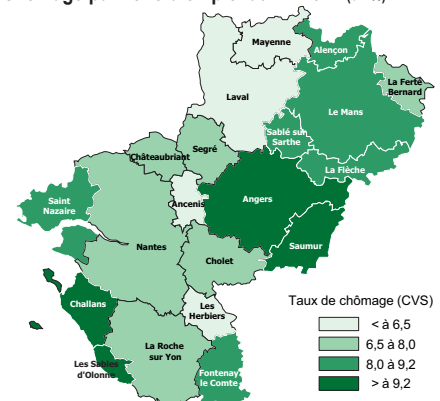
Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi en Pays de la Loire

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à juillet 2012 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T1 2012 (en %)



Sources : DIRECCTE Pays de la Loire - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

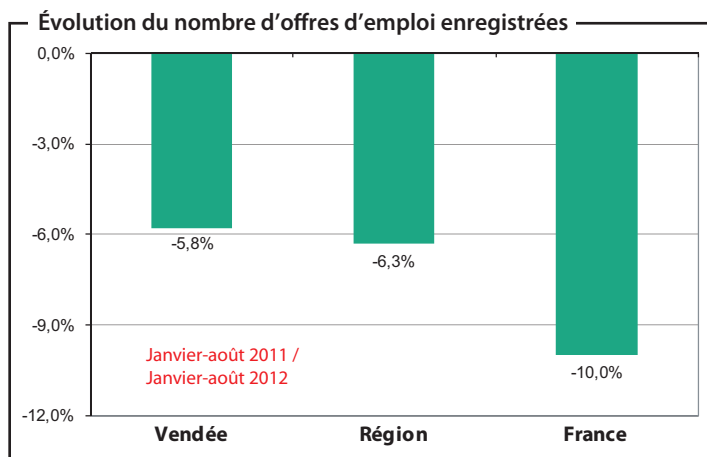
Toutes les zones d'emploi vendéennes enregistrent de fortes hausses du nombre des demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) sur un an à fin juillet 2012 : +19,4% pour **Les Herbiers** (hausse la plus soutenue de la Région), +13,0% pour **Les Sables d'Olonne**, +12,8% pour **Challans**, +11,3% pour **Fontenay-le-Comte** et +10,0% pour **La Roche-sur-Yon**.

En moyenne, sur le 1^{er} trimestre 2012, la zone d'emploi des **Herbiers** est cependant toujours celle qui affiche le taux de chômage le plus bas de la Région à 5,6% de sa population active (+0,4 point comparé au taux du 4^{ème} trimestre 2011). Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage plus élevés : 7,9% pour **La Roche-sur-Yon**, 9,2% pour **Fontenay-le-Comte**, 9,7% pour **Challans** et 11,1% pour **Les Sables d'Olonne** (taux le plus élevé de la Région).

Repli des offres d'emploi enregistrées (OEE) sur les 8 premiers mois de 2012

Pôle emploi a enregistré en Vendée 19 962 offres (données cvs) **sur les 8 premiers mois de 2012** contre 21 183 sur la même période de 2011, **soit un recul de -5,8%**. 70% de ces offres concernent des emplois non durables (moins de 6 mois).

Comme en Vendée, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France ont nettement reculé sur la période considérée : respectivement de -6,3% et de -10,0%.



Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

10 - Conjoncture vendéenne : Logements et locaux non résidentiels

Logements : forte baisse des permis de construire autorisés et des mises en chantier sur les 7 premiers mois de 2012 en Vendée

↳ Avec 3 529 logements autorisés en Vendée sur les 7 premiers mois de 2012, les permis de construire délivrés s'inscrivent en net recul -17,6% comparé à la même période de 2011 (4 281 autorisations).

Ce fort repli des autorisations relève exclusivement de l'essoufflement enregistré dans l'individuel (77% de l'ensemble des permis délivrés sur la période janvier/juillet 2012). Le nombre des autorisations y recule de -26,7% ; soit 2 713 permis de construire contre 3 702 un an auparavant. Plus précisément, les permis se replient fortement aussi bien dans l'individuel pur (2 284 contre 3 201 soit -28,6%) que dans l'individuel groupé (429 contre 501 soit -14,4%).

Le logement collectif enregistre, pour sa part, une forte croissance sur la période considérée à +40,9% sur des volumes globaux cependant moins conséquents (816 autorisations contre 579 sur la même période de 2011).

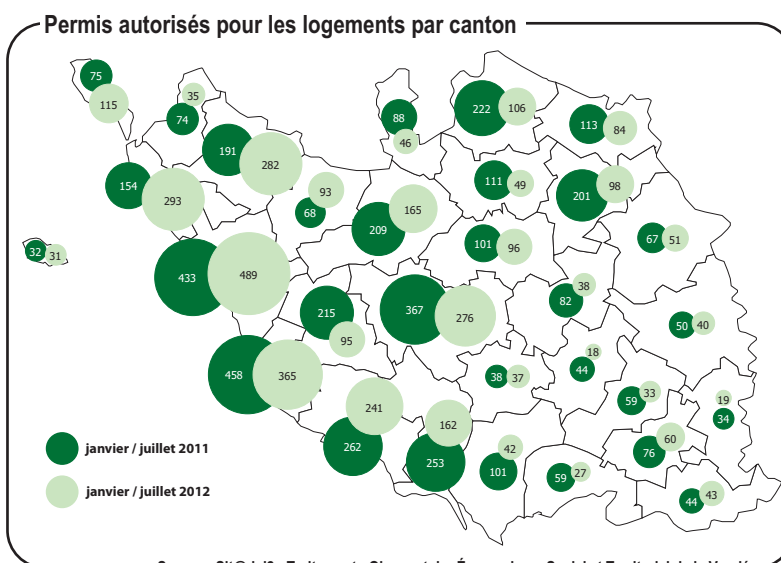
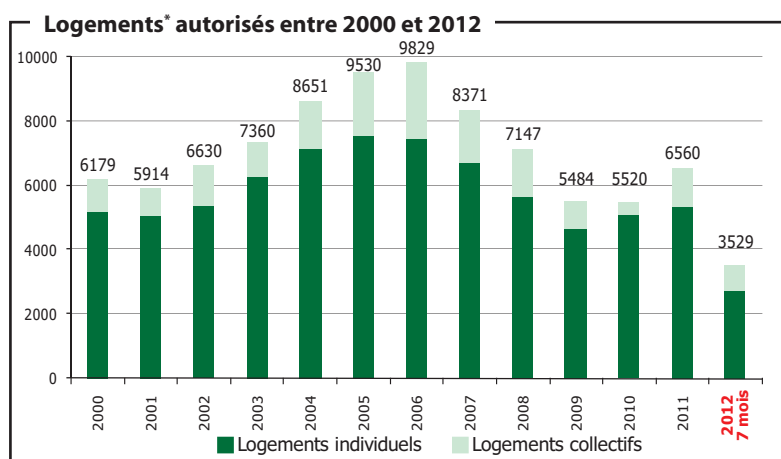
↳ Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles se replient également fortement sur les 7 premiers mois de 2012 de -22,1% : de -21,0% dans l'individuel (2 368 mises en chantier contre 2 996 sur la même période de 2011) et de -29,7% dans le collectif (305 contre 434). La baisse du taux "Scellier" en 2012 (13% contre 22% en 2011) ainsi que la conjoncture économique ont certainement incité de nombreux promoteurs à fortement ralentir le lancement de nouveaux programmes cette année.

↳ En Région, les permis de construire délivrés s'inscrivent en baisse de -3,4% (-16,5% dans l'individuel et +21,9% dans le collectif) sur les 7 premiers mois de 2012. Les mises en chantiers reculent, quant à elles, nettement de -26,4% sur la période observée (-20,1% dans l'individuel et -37,8% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, les permis délivrés en 2012 se replient de -2,8% (-12,8% dans l'individuel et +9,3% dans le collectif) tandis que les mises en chantiers reculent de -12,2% sur la période considérée (-15,0% dans l'individuel et -8,6% dans le collectif).

	Vendée		Région		France	
	Janv./juil. 2012	Évol. 2011/2012	Janv./juil. 2012	Évol. 2011/2012	Janv./juil. 2012	Évol. 2011/2012
Logements autorisés*	3 529	-17,6%	17 499	-3,4%	270 735	-2,8%
Logements mis en chantier*	2 673	-22,1%	12 819	-26,4%	189 540	-12,2%

* logements ordinaires



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Locaux non résidentiels

AVERTISSEMENT : Le passage de la SHON à la surface plancher (1 000 m²) pour les permis de construire déposés depuis le 1^{er} mars 2012 introduit une rupture de série. Compte-tenu du délai d'instruction des permis de construire et de la remontée des informations dans la base Sit@del2, ces ruptures commencent à apparaître avec les résultats de juin 2012. Les données ne sont donc pas comparables aux dates antérieures. Les surfaces autorisées présentées ci-dessous ne sont donc fournies qu'à titre indicatif.

↳ **En Vendée, les surfaces autorisées pour les locaux non résidentiels sur le mois de juillet s'élève à 48 100 m² :** 14 400 m² pour le "secteur public", 2 200 m² pour le "commerce", 9 300 m² pour "l'industrie/stockage" et 22 100 m² pour "autres destinations".

11 - Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Très net essoufflement des immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée sur les 8 premiers mois de 2012

Entre janvier et août 2012, les immatriculations de voitures de tourisme neuves se sont établies à 9 497 unités en Vendée, soit une baisse de -16,1% par rapport à la même période de 2011.

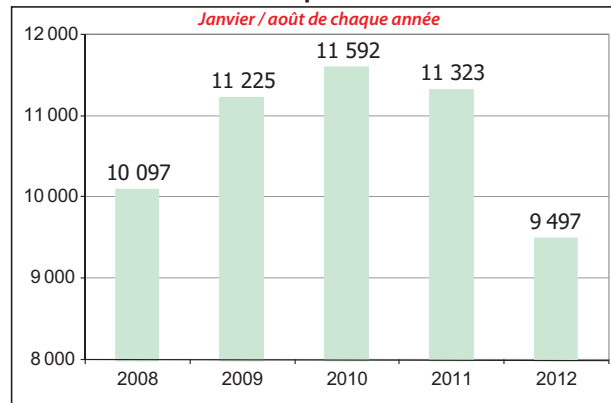
L'arrêt de la prime à la casse combiné à une conjoncture dégradée a fini par affaiblir considérablement les ventes de véhicules neufs.

↳ **En France, le constat est identique.** Les immatriculations de voitures de tourisme neuves sont en forte baisse de -13,8%.

Selon le CCF (Cercle des Constructeurs Français d'Automobiles), les immatriculations de véhicules de marques françaises (près de 50% des immatriculations réalisées sur la période observée) ont fortement reculé de -20,2% sur les 8 premiers mois de 2012 comparé à la même période de 2011 (-18,6% pour Citroën, -20,5% pour Peugeot et -21,1% pour Renault) tandis que celles de marques étrangères se repliaient plus modérément de -5,8%.

Notons enfin, à l'inverse, la meilleure orientation des immatriculations des véhicules de marques allemandes sur la période considérée : +6,1% pour Mercedes, +4,5% pour Audi, +0,7% pour BMW, -2,3% pour Volkswagen (à elles 4 = 16% des immatriculations).

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



12 - Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles - Traitement : OESTV

Fort repli des immatriculations de véhicules utilitaires < 3,5 tonnes ... mais hausse pour ceux > 3,5 tonnes sur les 8 premiers mois de 2012

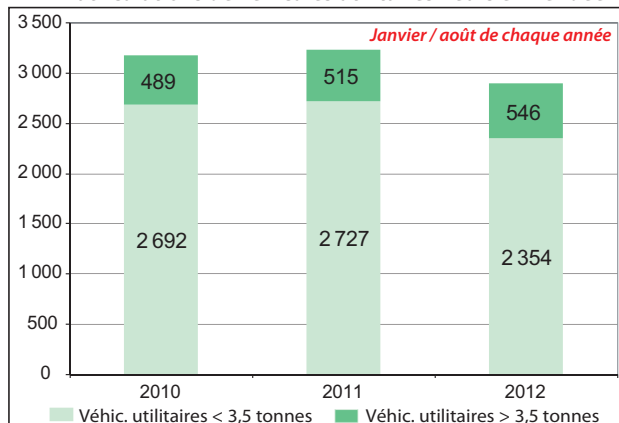
Sur les 8 premiers mois de 2012, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont nettement reculé comparé à la même période de 2011 (2 900 unités contre 3 242 un an auparavant).

Parmi ces 2 900 immatriculations enregistrées dans notre département, les véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont fortement repliés de -13,7% à 2 354 unités tandis que ceux supérieurs à 3,5 tonnes progressaient de +6,0% à 546 unités.

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs se sont, comme en Vendée, nettement repliées sur les 8 premiers mois de 2012 de -7,1%.

Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers reculent de -7,4% à 254 143 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes se replient de -4,8% à 31 345 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



Partenaires financeurs de l'Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée



Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr